

Quand les Havrais ont la parole

Politique. Les Havrais ont été nombreux à participer au Grand Débat national organisé par la Ville sous forme de tables rondes. Chacun a pu exprimer ses idées et ses opinions. Les participants sont repartis ravis d'avoir contribué à ce qui forgera « peut-être » la politique de demain.

Les habitants du Havre avaient sans conteste des choses à dire au gouvernement jeudi soir, salle Bléville, et ils se sont pressés nombreux pour répondre à la consultation lancée par le président Macron. La Ville du Havre, organisatrice du Grand Débat national, avait choisi la même formule qu'adoptée à Rouen ou à Reims : la table ronde. « Nous aurions pu faire une réunion classique, mais seules quelques personnes se seraient exprimées. L'idée de la table ronde est que chacun puisse parler plus facilement et librement », assure le maire **Luc Lemonnier**, qui a donné les consignes en début de séance et rappelé que sur le territoire, dix-neuf réunions auront été organisées par des élus, associations, ou collectifs, jusqu'en avril. Et de souligner également que « depuis le 2 janvier, la Ville du Havre a mis en place une consultation citoyenne. Vos remarques et vos propositions nour-

riront l'action des élus et de la municipalité, et nous les relayerons auprès des représentants de l'État. Sur les 1 000 premiers questionnaires, 60 % des réflexions concernaient les thématiques nationales et 40 % les thématiques locales. »

RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

La douzaine de chaises installées autour des douze tables ont été très rapidement occupées par un grand nombre de retraités, mais pas seulement. Des quadragénaires et quelques jeunes, des étudiants, à l'image de Quentin, 20 ans, et Aditya, 19 ans, étudiants à Sciences Po au Havre, ont souhaité venir pour « voir comment ça se passait. C'était très instructif », ont-ils indiqué après le débat.

C'est dans une ambiance scolaire que le débat a commencé. Quatre grands thèmes ont été développés : « fiscalité et dépenses publiques », « transition écologique », « organisa-

tion de l'État et des services publics », « démocratie et citoyenneté ». Chaque question a été abordée pendant vingt minutes, chaque table ayant au préalable désigné un(e) secrétaire de séance qui a collecté les réflexions et propositions. Le tout dans le calme et le respect de la parole d'autrui.

DES IMPÔTS NÉCESSAIRES ?

Les avis étaient très partagés sur le premier point abordé. « Grâce aux impôts, nous avons accès aux écoles, aux services publics, il est donc nécessaire d'en payer, mais je suis choquée que certaines multinationales n'en paient pas », s'insurge avec calme Dominique. « Moi je pense qu'il y a trop de gâchis au niveau des dépenses publiques », complète Chantal. À une autre table, Julien, un quadragénaire, est lui, « affolé d'entendre des gens dire en France qu'ils n'ont pas les moyens de se chauffer. À quoi bon payer des impôts quand certaines personnes n'ont pas les moyens de vivre correctement ? » s'interroge-t-il. Michel, retraité de l'enseignement supérieur, estime « qu'il est normal qu'on lui fasse payer plus de CSG, mais il attend de voir si les personnes qui en ont besoin, les jeunes, vont en voir les bénéfices. »

PLUS DE SERVICES DE PROXIMITÉ

Toutes les tables étaient unanimes jeudi soir : la disparition des services publics « est une catastrophe ». À l'image de Sylvie, la cinquantaine, qui propose que l'on mette en place « une Maison des services publics



Les gilets jaunes tenaient à être présents. Ils ont évoqué « le manque de démocratie »

qui miserait sur la polyvalence. On pourrait tout aussi bien trouver des services liés à La Poste ou à la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) ». Pour Bruno, infirmier à l'hôpital, la réunification de la Normandie « n'a absolument pas été bénéfique et n'a fait qu'entraîner la suppression de certains services, notamment de centres de formation ». Pour Jean-Michel enfin, « il faut arrêter de tout privatiser et de gaspiller de l'argent dans des études destinées à montrer quelles économies on pourrait réaliser ».

« IL N'Y A PLUS DE DÉMOCRATIE »

Si une question a déclenché les passions et délié les langues, c'est bien celle de « la démocratie et citoyenneté ». Selon Guy, « la naissance du mouvement des gilets jaunes a juste montré que les décisions prises par le gouvernement l'ont été sans la concertation des citoyens ».

Quelques gilets jaunes étaient par ailleurs présents à une table. « Moi, je crois qu'il n'y a absolument aucune démocratie en ce moment en France. Il n'y a que de la répression et du mépris de Macron qui ne veut pas discuter avec

les gilets jaunes », explique Patou, une des figures féminines du mouvement havrais.

La question de la durée du mandat a également été discutée, certains intervenants souhaitant revenir à un septennat. D'autres ont préconisé « le vote obligatoire pour impliquer les citoyens ».

Bref, les Havrais, comme tous les participants à ces débats en France, ne manquent pas d'idées. Quant à savoir si cela changera quelque chose, David était dubitatif à la fin de la séance. « On ne sait pas, mais au moins on a l'impression d'avoir été entendus et ça fait du bien de s'exprimer. » Il faudra maintenant attendre que toutes les réflexions recueillies dans les carnets de doléances soient traitées, et voir ce que le gouvernement décidera d'en faire.

VIRGINIE VEISS

v.veiss@presse-normande.com

INFOS PRATIQUES

Un autre débat est organisé mardi 26 février à 18 h, salle François-1er.

Le maire Luc Lemonnier a rappelé que tous les citoyens pouvaient aussi rencontrer des élus chaque matin en mairie.



Chaque participant avait la parole pour s'exprimer sur quatre questions

Fermeture à répétition de Jenner : va-t-on enfin voir le bout du tunnel ?

Après de longs travaux et une réouverture en décembre dernier, les usagers du tunnel Jenner sont confrontés à de multiples fermetures de cet axe primordial entre la ville basse et le plateau havrais. Jusqu'à une quinzaine de blocages sur 24 heures. Car à la moindre incursion d'un piéton à l'entrée de l'ouvrage, ce qui arrive fréquemment malgré l'interdiction, un système de détection alerte les agents chargés du visionnage des images vidéo du tunnel. Qui sont alors contraints par une commission de sécurité dépendant de l'État d'en

fermer les accès, faute d'une sécurité suffisante. La route reste alors barrée, le temps de verbaliser le contrevenant et de lui faire quitter les lieux. Ainsi, depuis des semaines, la communauté urbaine cherche à trouver un dispositif moins contraignant. Qu'elle devra présenter à l'État. Dans cette attente, ce jeudi 21 février, les conseillers communautaires communistes Jean-Paul Lecoq et Nathalie Nail ont saisi leur président, Luc Lemonnier, pour lui proposer une alternative. Ainsi, comme ils l'avaient fait dès 2017, en sa-

chant que le tunnel ne serait plus piétonnier, et que les trajets alternatifs sont ardues, les deux élus ont réclamé à nouveau « l'instauration de la gratuité du tramway sur le tronçon Rond-Point/place Jenner ». Une solution « qui ne coûte rien ni à la collectivité ni au contribuable » et pour laquelle « il suffit de ne plus effectuer de contrôle entre ces deux stations », soulignent les élus. Jusqu'à présent, un tarif spécifique de 0,50 € a été mis en place entre les deux arrêts. « Un péage », estiment-ils.



Des barrières baissées à l'entrée du tunnel : un constat trop fréquent